

L'appel des élus des territoires transfrontaliers à Bayonne lors de l'assemblée générale de la MOT

## Vers une refondation de la gouvernance du transfrontalier ?

En présence de **Dominique Faure, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargée de la ruralité**, une centaine d'acteurs de l'ensemble des frontières françaises se sont réunis les 4 et 5 octobre à l'occasion de l'assemblée générale de la MOT à Bayonne et à San Sebastian, à l'invitation de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

"Dans les pays membres de l'Union, la crise a fait resurgir les frontières qui avaient été effacées par plusieurs décennies d'intégration" a souligné la secrétaire d'Etat, **Dominique Faure**. "Nous avons mesuré les solidarités collectives. La crise a démontré le rôle spécifique des régions frontalières, tout en révélant leurs fragilités".

Pour le président de la MOT, **Christian Dupessey**, maire d'Annemasse, président du Pôle métropolitain du Genevois français, "la renaissance démocratique doit prendre en compte la spécificité de nos espaces transfrontaliers. Les dernières élections législatives ont mis à jour un euroscepticisme grandissant. Il faut lutter contre le retour délétère de la frontière "coupure" dans les opinions publiques, synonyme de rejet de l'autre, habitant du pays voisin ou population en déplacement fuyant une situation de crise. La France a été pionnière en Europe pour la prise en compte des territoires frontaliers, avec la création il y a 25 ans de la Mission Opérationnelle Transfrontalière".

"La refondation à laquelle le Président Macron nous appelle doit être nationale, mais aussi européenne et transfrontalière", a ajouté le président de la MOT. "**C'est le sens de l'appel lancé par de nombreux élus et parlementaires du réseau de la MOT au Président de la République, pour que notre pays porte une politique globale dans les bassins de vie transfrontaliers avec un outil qui a fait ses preuves : la Mission Opérationnelle Transfrontalière**".

**Les élus qui ont signé l'appel demandent notamment :**

- ▶ de poursuivre les négociations d'**accords transfrontaliers bilatéraux** [...] sur le modèle des traités d'Aix-la-Chapelle et du Quirinal, en particulier sur la frontière franco-espagnole ;
- ▶ de continuer à soutenir le **mécanisme européen de résolution des obstacles transfrontaliers (ECBM)**, qui généralise la logique de ces traités bilatéraux ;
- ▶ de mieux intégrer les territoires transfrontaliers dans les **plans de relance et d'investissements** ;
- ▶ de faire reconnaître, au niveau national comme européen, nos **bassins de vie transfrontaliers** et le respect des frontières ouvertes [...] afin que plus jamais nos concitoyens ne vivent à nouveau une situation aussi délétère que celle connue en 2020 ;
- ▶ d'intégrer les collectivités françaises frontalières dans le cadre du **"Conseil national de la refondation"** ;
- ▶ de **structurer une coordination interministérielle du fait transfrontalier qui fait défaut en France** comme ailleurs, et s'appuyer sur la MOT pour la soutenir régulièrement ;
- ▶ Etc. [Lire l'intégralité de l'appel](#)

---

*La secrétaire d'Etat s'est engagée à relayer cet appel au plus haut sommet de l'Etat, annonçant la volonté de mettre en place une "feuille de route" commune sur les actions à mener en matière de coopération transfrontalière avec l'ensemble des parties prenantes, déclarant qu'"il manque un vrai pilotage interministériel du transfrontalier". "Nous devons libérer les cloisons entre les différentes échelles, notamment celles relevant de l'Etat, et poursuivre l'ouverture entamée avec la Loi 3DS pour apporter plus d'espace de libertés pour faciliter la coopération dans les territoires transfrontaliers".*

---

---

**Le rapport tout juste mené par l'Inspection Générale de l'Administration (IGA)<sup>1</sup>**, apportera des réponses en matière de positionnement de l'Etat et de périmètre d'action pour les collectivités locales. "Il souligne la nécessité d'une meilleure coordination. L'Etat se doit d'y répondre", a ajouté la secrétaire d'Etat.

### **Soutenir le projet de règlement européen sur les obstacles transfrontaliers : l'ECBM**

Selon **Karl-Heinz Lambertz**, président de l'ARFE<sup>2</sup>, partenaire de la MOT au niveau européen : "les frontières sont toujours très présentes, mais nous devons trouver en Europe le moyen de tenir compte de nos "bassins de vie transfrontaliers". Ils deviennent de plus en plus importants et nécessitent de dépasser l'obstacle de la frontière. Nous devons continuer de nous battre pour maintenir l'intégration européenne. Défendons pour cela l'ECBM !"

Cette proposition de règlement, dite "ECBM" lancée par la Commission européenne mais bloquée au niveau du Conseil, vise à résoudre les obstacles transfrontaliers. Pour **Mathieu Bergé**, vice-président de la MOT, représentant la Région Nouvelle Aquitaine, "si on levait 20% des obstacles transfrontaliers dans nos territoires, on augmenterait de 3% leur PIB : l'ECBM le permettrait !" Selon **Dominique Faure**, cette proposition reste le "fil rouge" en matière de "solutions" et "la France y est favorable". "Nous cherchons à relancer la discussion et restons convaincu de son intérêt, même si la proposition devra sans doute être moins ambitieuse pour parvenir à un accord" a-t-elle souligné.

Après la présentation de l'étude menée par la MOT pour le compte de la DG REGIO sur le bilan et les leçons tirées de deux années de gestion de crise aux frontières européennes<sup>3</sup>, le représentant de la Commission européenne, **Jean-Pierre Halkin**, chef d'unité à la DG REGIO, a mis en avant que "les obstacles transfrontaliers sont clairement liés à l'enjeu de la gouvernance". Il a rappelé que le projet de règlement ECBM était toujours dans le programme de travail de la Commission, mais le soutien du Parlement européen, évoquant l'adoption du récent rapport du député Younous Omarjee<sup>4</sup>, sera précieux, pour relancer la discussion.

---

*"Il nous faut un nouveau récit, qui porte un projet de **citoyenneté transfrontalière** symbole tangible de la **citoyenneté européenne**, un projet soutenable pour les nouvelles générations, un projet de solidarité où la frontière n'est plus un lieu de rejet ou de contrôle permanent, mais un espace garantissant nos valeurs fondatrices (comme celle de la paix), fondé sur de nouveaux modèles de gouvernance adaptés au monde d'incertitudes qui nous entoure. Et il nous faut un outil commun, la Mission Opérationnelle Transfrontalière, pour nous aider à y parvenir", a conclu le Président de la MOT en fin d'assemblée générale.*

---

---

<sup>1</sup> "Mission relative à la coopération transfrontalière" confiée par le Ministère de l'Intérieur à l'Inspection générale de l'administration (IGA) et conduite par François PHILIZOT, Inspecteur général de l'administration, Corinne DESFORGES, Inspectrice générale de l'administration, Adélie POMMIER, Inspectrice de l'administration.

<sup>2</sup> Association des Régions Frontalières Européennes, également président du Parlement régional de la Communauté germanophone de Belgique.

<sup>3</sup> Cette étude évalue deux années de gestion des frontières liées à la pandémie et leur impact sur les régions frontalières, et formule des recommandations pour leur gestion à l'avenir. [Plus d'infos](#)

<sup>4</sup> Résolution "Les régions frontalières de l'UE : laboratoires vivants de l'intégration européenne" adoptée le 25/09/2022 par le Parlement européen, préparée par le président de la commission du développement régional, Younous Omarjee (France). Il appelle notamment la Commission à proposer un nouveau règlement sur le "mécanisme transfrontalier" (ECBM). [Plus d'infos](#)

---

## La frontière franco-espagnole mise en exergue

"Avec 150 km de frontières, notre espace commun franco-espagnol est riche d'une longue expérience de coopération transfrontalière. Elle est devenue une composante essentielle de notre politique. Mais aujourd'hui avec mon homologue du Gipuzkoa, nous dénonçons la "honte" de voir la frontière à nouveau fermée" a soutenu le président de la Communauté Pays Basque, maire de Bayonne, **Jean-René Etchegaray**, demandant une "sécurisation" de la frontière au nom du "principe d'humanité". Pour **Mathieu Bergé**, "depuis des siècles nous traversons la frontière pyrénéenne. Il est grand temps d'arrêter de fermer les frontières par peur de la pandémie ou des migrants. Nous devons continuer de construire l'Europe, et avons pour cela besoin de l'Etat !"

La veille de l'assemblée générale, les participants ont été invités à la Diputacion foral de Gipuzkoa à San Sebastian pour suivre deux tables rondes sur **"l'approche multi-niveaux, vers une stratégie franco-espagnole"** et **"l'observation transfrontalière au service des politiques publiques"**. Suite à cela des **visites de terrain** ont permis de mettre en lumière des projets transfrontaliers concrets axés sur un enjeu majeur pour le territoire : **la mobilité transfrontalière**.

Voir les fiches projets :

[EDERBIDEA – Mobilité cyclable transfrontalière](#)

[E-MOBASK – Promouvoir les services de transports publics urbains transfrontaliers](#)

[SMARTMOB ! – Pour une mobilité durable transfrontalière](#)

[TRANSFERMUGA-RREKIN – Améliorer l'offre de transport ferroviaire transfrontalier](#)

Pour télécharger des photos – et avoir plus d'infos sur l'événement : [cliquez ici](#).

---

## Autres documents et liens :

- ▶ [Appel du réseau de la MOT au Président Emmanuel Macron](#)
- ▶ [Etude de la MOT pour la DG REGIO sur la gestion de crise aux frontières européennes](#)
- ▶ [Vidéo de l'AG en ligne](#) (05/10/2022). Discours de la ministre à 3h21.
- ▶ [Vidéo des deux tables-rondes](#) (04/10/2022)
- ▶ [Carte des flux aux frontières françaises](#)
- ▶ [Carte des territoires transfrontaliers aux frontières française](#)
- ▶ [Carte des espaces transfrontaliers à la frontière franco-espagnole](#)
- ▶ [Carte du réseau de la MOT](#)

## Contact MOT :

**Domitille Ayrat**  
Responsable Communication  
+33 (0)1 55 80 56 86  
[domitille.ayrat@mot.asso.fr](mailto:domitille.ayrat@mot.asso.fr)



Mission opérationnelle transfrontalière

38, rue des Bourdonnais - 75001 Paris - France

Tél. : +33 (0)1 55 80 56 80 - [www.espaces-transfrontaliers.eu](http://www.espaces-transfrontaliers.eu)



agence nationale  
de la cohésion  
des territoires



Direction générale  
des collectivités locales

